



Savez-vous faire grève ?

Rateau, 1974

L'autre crise économique, celle des années 70, s'est accompagnée de grèves d'un genre nouveau. Intenses, dures et durables. Avec occupations d'usine et comités de grève. En leur sein, c'est aussi tout un ensemble de savoirs et de savoir-faire qui prend vie, s'élabore et s'échange : faire une banderole, tenir une réunion, prendre la parole, mais aussi se construire une vision des choses, l'articuler, y négocier sa place. Un captivant territoire d'éducation populaire, en somme, dont témoigne la longue lutte des ouvriers de chez Rateau à la Courneuve. C'était il y a trente-cinq ans, tout juste...

31 janvier 1974.

Un jeudi.

Aujourd'hui, c'est jour de grève. Depuis ce matin, il devait être 8 heures, une vingtaine de « métallos » tiennent l'entrée de l'usine. « Leur » usine. L'usine Rateau, de la rue Rateau à La Courneuve. D'autres ouvriers, plus nombreux, peut-être 500 en tout, en occupent le dedans. Ils se sont massés dans la petite cours attenante au grand bâtiment de briques rouges. Certains mordent un peu sur les pelouses. Au bas de la grille, à l'entrée, on lit ces mots : « Usine occupée ». Et à l'huissier diligenté par la direction, ceux-ci sont opposés : « l'usine

appartient aux grévistes », « eux seuls en sont responsables ». Pas de doute, donc : c'est jour de grève, et ils seront nombreux à sa suite, jusqu'au terme du conflit, à la toute fin du mois d'avril.

De l'histoire vive que tissent ensemble ces scènes volubiles, ce labyrinthe d'action, d'échanges, de doutes, de hargne, il y a mille manières de rendre compte. La pire de toutes, sans doute, est celle qui se borne à voir là un conflit tout fait, articulé, tendu vers une fin, avec ses scansions attendues et ses logiques préalablement ordonnées. C'est escamoter l'essentiel : les interstices, les incertitudes et l'amoncellement, surtout, des savoirs et des savoir-faire qui s'élaborent, circulent, s'échangent, se fraient un chemin pour faire exister le mouvement et qui, au fond, permettent à chacun de *se construire dans la grève*. Prendre la parole, tenir une réunion, confectionner des banderoles, chanter, confronter des points de vue, se façonner un langage, s'organiser un récit des événements en cours, formuler une revendication, se bricoler une manière de voir les choses et y négocier sa place : et si, loin de se cantonner à l'univers bien jalonné, bien huilé, qu'on leur (re)connaît d'ordinaire, les pratiques d'éducation populaires avaient trouvé le moyen de s'insinuer là où on ne les attendait pas ?

Dans cette longue grève, en tout cas, ou plutôt à travers elle, s'inventent des façons d'être et de faire qui en relèvent assurément. Elles ne se laissent pas facilement approcher, toutefois. Elles supposent de se montrer attentif à des usages, qui, à force d'évidence, s'attirent d'ordinaire la désinvolture, et qui pourtant sont bien là, au cœur des choses. Pour y accéder, le mieux reste encore de recourir aux cartons déposés, un peu en vrac, à la mairie de La Courneuve par les ouvriers eux-mêmes à la fin du conflit. Ils y sont encore. On y trouve un carnet de bord de la grève, des affiches, des notes, des croquis, des cartes de grève, des pointages, des bulletins de vote, un impressionnant monceau de lettres de soutien, encore des notes et des dizaines de planches-contacts.

Un vrai garde-mémoire oublié là.



1. Devant l'usine occupée, février 1974

© Photothèque de l'Institut d'histoire sociale de la cgt

< Des contextes enchevêtrés >

L'important de ce qui m'occupe, on l'aura compris, n'est pas dans la grève elle-même. Pour autant, il faut consentir à s'arrêter un instant sur les conditions qui enserrent le conflit. Et sur ses raisons d'être. Car cette grève ne va pas seule. Elle prend vie au sein d'un canevas local et national, syndical et politique, économique et social, hors duquel elle reste à peu près incompréhensible.

Râteau, autant commencer par là, est une usine d'importance. Fondée en 1904 par l'ingénieur Auguste Râteau (1863-1930), inventeur de la turbo-machine, elle est longtemps un fleuron de l'industrie métallurgique « à la française », spécialisée dans la fabrication de turbines et de compresseurs destinés aux centrales électriques du pays. Mais c'est aussi un important vivier d'emploi de la Seine-Saint-Denis d'alors. Au moment de la grève, elle compte ainsi 1800 salariés. « Râteau, c'est un peu le Renault de la Seine-Saint-Denis », note ainsi *Le Point*. C'est ce glorieux passé pas si éloigné, que les politiques de

restructurations industrielles, conformes au VI^e Plan, viennent frapper d'obsolescence accélérée. Rachetée en 1970 par le groupe Alsthom-CGE, confiée à la direction d'Ambroise Roux, alors vice-président du CNPF, le syndicat du patronat français, l'usine Rateau est prise dans la conversion brusque qui conduit alors le monde de l'industrie des logiques du patronat industriel à celles du capitalisme financier. Et c'est bien dans cette trame que s'insère le « plan » de restructuration de l'usine, présenté par la direction à la mi-janvier 1974. Il prévoit la suppression de 350 à 400 emplois, l'arrêt d'un atelier, d'une fonderie de précision et d'une chaudronnerie, ainsi que la fermeture de l'école d'apprentissage.

La grève, d'autre part, impossible de l'ignorer, porte la trace d'une configuration singulière de la lutte sociale. Elle assume l'héritage des « années 68 », et endosse les formes de l'« insubordination ouvrière » : c'est une période de longs mouvements pour la défense de l'emploi avec occupation des lieux de travail et participation des travailleurs eux-mêmes à la conduite du conflit. Comment ne pas voir ainsi combien la lutte des « Lip », menée à Besançon neuf mois durant, orchestrée par la CFTD soucieuse d'impliquer les ouvriers, et sortie victorieuse quelques semaines plus tôt, hante le mouvement de La Courneuve ? Et si, chez Rateau, les différents syndicats font alliance, nul doute que la CGT de Krasucki, ultra-majoritaire ici (80% des syndiqués) et attachée à réaffirmer son emprise, imprime sa marque au conflit. La prise en main des piquets de grève, l'organisation des équipes de surveillance ou la distribution des cartes de grévistes le soulignent. « Chasse gardée », « Grève noyautée », dira la presse d'extrême-gauche. Peut-être, pour partie. Mais c'est aller trop vite en besogne...

< Prendre possession >

À hauteur d'hommes et de femmes, en effet, c'est tout autre chose qui se joue. Car si les stratégies de la lutte échappent parfois aux travailleurs, et si l'hostilité à la bureaucratie syndicale est moins prononcée qu'ailleurs, le conflit, toutefois, charrie avec lui des formes d'organisation et d'appropriation populaires particulièrement vives. Appropriation physique d'un lieu, d'abord. Défait puis refait à neuf, insolite, inédit. La « prise » de l'usine est un acte décisif. Il faut se

garder de la prendre à la légère. Rapide, joyeuse, résolue, votée à mains levées dans une atmosphère de ferveur collective, elle autorise de déplacer des frontières, de faire acte d'investissement. Elle travaille de neuf les manières ordinaires d'être et de faire. C'est bien le même lieu, mais il n'a plus rien à voir. On est *comme chez soi*. Entre soi. Les façons de s'agréger, qui rendent pour un temps caduques les déférences hiérarchiques, et poreuse la découpe des zones de travail, donnent l'occasion de connaître et de découvrir « ceux » des autres ateliers. Autrement dit, c'est tout un écart à la règle qui loge dans cette *transformation* symbolique et éphémère de l'espace de l'usine.

À ce jeu, deux espaces investis prennent une valeur nouvelle. Le parking de l'usine, cet entre-lieu de l'anodin, condamné à la vente dans le plan de la direction, est le premier occupé en masse. Vite déclaré « propriété des grévistes », comme dit une inscription à son approche, il s'anime chaque jour des ralliements et des discussions d'importance. Autre domaine : l'usine elle-même, les ateliers, les bureaux, la cantine. Il faut se figurer l'impression profonde qu'éprouvent les travailleurs à cette brusque et méticuleuse conversion de propriété. L'exubérance graphique qui marque les principaux lieux de passage, les drapeaux rouges plantés sur le toit de l'usine, le déplacement des meubles, ces compagnons de l'ordre patronal établi, disent ensemble la passation de propriété. La vie s'organise. Certains s'affairent à la préparation des repas. Par roulement, aussi, des « équipes » ont soin de nettoyer les ateliers et les bureaux, d'entretenir le matériel de l'usine, de graisser les machines. Mais c'est la nuit, peut-être, une fois désertée l'usine, que se dit le mieux cet enracinement ouvrier. Dedans : les lits de camp, destinés à la poignée de ceux qui veillent, militants rompus à la lutte, rénovent de vie des bureaux administratifs vidés de leur substance habituelle. Dehors : la cours pavée s'anime de feux autour desquels on danse, on chante, on « refait le monde ».



2. Tenir l'usine, la nuit...

© AM La Courneuve

< Paroles et banderoles : un paysage de mots >

Mais il est une appropriation plus vive encore. Celle de la parole. Et de l'écrit. La grève libère le droit de s'exprimer. Avec une vitalité inouïe, elle donne aux grévistes – ils sont 1037 à ce que disent les pointages de la mi-février –, l'occasion de faire *l'expérience du discours*. Tout, dans l'orchestration de la lutte comme dans l'apprentissage des techniques de la contestation, en relève. Chaque jour, en fin de matinée, les Assemblées générales sont le moment d'une circulation profuse de la parole ouvrière. Elles réunissent entre 200 et 250 travailleurs. C'est peu, sans doute, au regard du nombre

des grévistes déclarés. Et pourtant, là se tient un point de passage, d'échange, de plaisanteries, de bravades, qui autorisent de discuter les formes et les raisons du conflit, mais aussi d'enhardir les motivations, de faire se télescoper les arguments et de se bricoler un répertoire argumentaire commun. Sur les trottoirs, devant l'usine ou à ses abords immédiats, jamais bien loin dans les premières temps, des petits groupes de discussion s'improvisent, s'animent puis se défont. Ils donnent, eux aussi, l'occasion d'articuler un discours cohérent, de prendre la parole. Cette parole ouvrière, profuse, a sa logique propre qu'il faut savoir déchiffrer. L'important est moins, peut-être, dans ce qu'elle dit, que dans son existence même. Elle dit avant tout la fierté de dire et de *se dire*. De raconter « son » travail, et son appartenance à l'usine, pour mieux brocarder les positions patronales. De faire valoir, autrement dit, un sens des choses. Une fierté d'exister.

La multitude des traces écrites, plurielles, éphémères, enchevêtrées, sont comme la transcription lisible de cet édifice volubile. Elles composent un impressionnant paysage de mots. Et on ne manquer, à leur sujet, d'être saisi à la fois par l'inventivité scripturaire qui loge ici et par la maîtrise des outils et des techniques variés, dont nombre de travailleurs font alors l'apprentissage. Les banderoles, ces effigies de la lutte apparues avec la fin du ^{xix}^e siècle, occupent une place d'importance. Confiées à deux petits « ateliers », déployées au sol, blanches, et parées du texte préalablement choisi (variation sans fin autour du thème principal : « Rateau vivra ! »), elles sont, pour certaines, apposées dans l'enceinte de l'usine. D'autres, bien plus nombreuses, accompagneront les manifestations de rue. Ici, une composition mérite attention. Sur des cartons rouges, 60 x 80cm., dotés de bretelles, sont tracées de grosses lettres blanches. Quinze ouvriers, disposés en rang d'oignon, portent chacun une lettre, composant ainsi le texte suivant : « Rateau doit vivre ! » La lutte faite corps, en somme. Cette mise en scène du « corps protestataire » séduit beaucoup la presse de gauche, *L'Humanité* en tête, qui en reproduit abondamment la figure. Et puis il y a les slogans et les tracts, et la tractation disputée des mots, la composition d'ensemble aussi, qui mise souvent sur la densité des messages. D'autres sont plus succincts. La fameuse « formule Rateau », étoffée de tracts en tracs, fait assez vite office de discours parlant :

« Occupation de l'usine +
popularisation de la lutte +
soutien des travailleurs +
soutien de la population
=
succès des solutions
conformes à l'intérêt des travailleurs,
satisfaction de nos revendications, mise en cause de
l'orientation du pouvoir et des monopoles ».

Des pétitions, encore, adressées au siège d'Alsthom et aux pouvoirs publics, des affiches, savamment détournées, comme celle qui, à un Giscard en photo fait dire : « Les bilans truqués de la direction Rateau, J'étais au courant », des dessins, dont l'inénarrable « coup de Rateau », complètent cette mise en mots par laquelle les travailleurs se rendent maître du conflit et lui donne un sens collectif. Une chanson, enfin, mérite attention : la « chanson des Rateau », bricolée sur l'air de la Carmagnole, et qui scande la venue des journalistes ou, un peu plus tard, les défilés dans les rues de la ville. Le début disait ceci :

Monsieur Messmer vous a promis (bis)
Qu'vous auriez tous de l'énergie (bis)
Mais il vous a trompé
Il veut nous licencier
.....
Dansons la Carmagnole
Et ne croyons, et ne croyons
Dansons la Carmagnole
Et ne croyons qu'à notre action

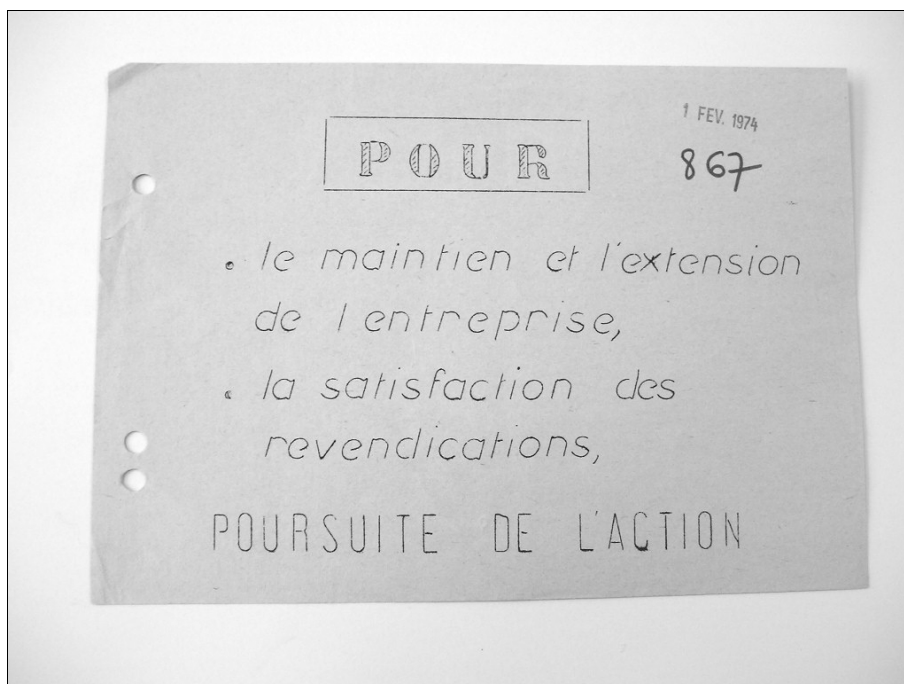
On perçoit sans mal les lignes du répertoire argumentaire ici mobilisé. Il n'étonne pas. C'est celui de la critique du capitalisme et de la dénonciation de l'exploitation patronale : « Doit-on se sacrifier parce que des patrons ont décidé de faire des profits, beaucoup de profits ? ». Inutile d'insister. Le plus intéressant est que banderoles, tracts et discussions sont les vestiges d'une mise en ordre des convictions. On se trompe, en effet, si l'on croit ici à l'adhésion spontanée et entière des travailleurs aux mots d'ordre qui circulent. Ce qui se joue relève d'une négociation de chaque instant, à laquelle la

prise de parole et la mise en mots donnent corps. Elles impriment l'aptitude à s'indigner, celle aussi à dénoncer, à mobiliser les catégories du juste et de l'injuste. Elles autorisent de se sentir dans son bon droit et de s'organiser une vision des choses. Mais il y a plus encore.

< Une expérience démocratique >

Dès le lendemain de la « prise » de l'usine, une fois décidée l'occupation, s'amorce une intense expérience des formes démocratiques du « vivre ensemble ». On vote, on débat, on discute. On vote encore. À mains levées, d'abord. Puis avec des bulletins, improvisés sur des feuilles à trous. On aurait tort de mésestimer ce qui se crée en ces occasions. Ce n'est pas l'affaire d'un « oui » ou d'un « non ». Il s'agit, pour chacun, de se rendre maître des enjeux du conflit, des conséquences et des modalités de l'action. De se confectionner un sens de l'orientation. Et de forger, tout autant, un espace commun pour prendre position.

Les « scrutins », en effet, s'accompagnent de discussions, d'exposés de la situation, élaborés souvent par les militants plus chevronnés, à partir des matériaux réunis par l'un ou l'autre des syndicats. Ils font parfois surgir des discordes, des questions, des doutes. Toujours, ils portent à émettre des avis, ils libèrent une parole d'expertise profane, celle du travailleur qui « connaît » son travail, et qui, à sa mesure, bricole un espace pour juger les choses. Ces moments sont d'importance. Ils font exister dans l'ordre des discours ce qui d'ordinaire demeure à l'état de pratique. Mais ce n'est pas tout : comprendre les procédures, échanger des arguments, les formuler, les clarifier, les écouter aussi, apprendre à concilier intérêt collectif et convictions personnelles : voilà qui permet aussi, à chacun, de faire l'expérience de ce qu'est une décision collective, des façons de la faire naître et de la faire respecter.



3. Bulletin de vote, 1^{er} février 1974
© AM La Courneuve



4. Une « réunion d'étude »
© AM La Courneuve

La grève donne vie, du coup, à un important maillage pédagogique. Il s'alimente de l'incessante circulation des informations : sur l'avancée du mouvement, sur les luttes passées et celles en cours au même moment, sur la situation économique de l'entreprise ou les conditions juridiques de l'occupation, etc. Pour ça, il y a des réunions tous les jours, en petits comités. Et un petit bulletin ronéotypé, *L'Écho*, distribué par la CFDT en début de chaque semaine. Il aura 17 numéros. Où se lit avant tout le souci de « populariser » le mouvement. D'impliquer les travailleurs. De susciter leur parole et de les inciter à « porter la grève ». « Chaque travailleur doit aujourd'hui devenir un responsable. Il faut en discuter dans nos familles, dans notre entourage », insiste un tract. À ce sujet, l'investissement des « femmes de grévistes », ainsi qu'elles se nomment elles-mêmes, mérite attention. Il prend corps à la mi-février. Un petit groupe d'épouses se

mobilise, uni par une commune dénonciation du démantèlement annoncé. Puis le groupe s'étoffe et s'organise. Une lettre de protestation est rédigée à l'intention de la direction de l'usine. Avec le soutien de l'Union des femmes françaises, une assemblée de « toutes les épouses » est mise sur pied, un dimanche, dans l'enceinte de l'usine. Il y est décidé d'agir. Des banderoles sont confectionnées, qui mentionnent l'engagement des épouses. Une manifestation de 15 000 femmes gagne Paris, et une délégation tente de se faire recevoir au siège d'Alsthom. Sans succès. Reste alors l'essentiel : l'extension du mouvement, le souci de le faire exister hors des murs de l'usine. Dans l'espace public...

< "Faire la démonstration"... >

On dira qu'il n'y a pas là un grand mystère : susciter l'intérêt de l'opinion, c'est d'abord s'attirer la solidarité ; c'est répondre à la nécessité de faire vivre les grévistes et leurs familles, de récolter de l'argent, nerf de la grève qui dure. Et en effet, les quêtes se multiplient, et avec elles les aides en nature (repas, surtout), les soutiens financier aussi, à commencer par celui de la mairie communiste de La Courneuve, puis de Drancy, de Dugny et d'autres municipalités du département. Le Conseil général de Seine-Saint-Denis décide à son tour de verser une somme de 50 000F aux travailleurs. Dans la cantine de l'usine, où les grévistes se réunissent pour suivre à la télévision ce que disent d'eux les informations régionales, l'annonce est accueillie avec émotion. La solidarité est immense. Elle paraît souder des pans entiers de la Seine-Saint-Denis dans une même contestation. Dans une même fierté locale, aussi. Les travailleurs des usines voisines de différents secteurs manifestent leur soutien et opèrent quelques débrayages de solidarité. Les journalistes de *93 actualités* versent une journée de leur salaire. Des associations de locataires, comme celle des « 4 Routes » écrivent leur soutien. L'amicale de la cité des « 4 000 logements » intervient même officiellement auprès de l'Office HLM pour réclamer l'étalement des loyers des familles grévistes.

Enfin, deux grands « événements de solidarité » sont soigneusement mis sur pied. Le 12 mars, au stade Géo-André de La Courneuve, un match de football oppose l'équipe professionnelle du Red Star, dont le

président est alors maire-adjoint de Saint-Ouen, à l'ASS Rateau. La recette est entièrement reversée aux grévistes. Le 16 mars, au Centre sportif de la rue du Général Leclerc, un grand concert de soutien est organisé avec la participation de Maxime Leforestier, de Colette Magny et du Groupe artistique de l'amicale des Algériens en Europe. Il s'agit de collecter des fonds, donc. Mais il s'agit aussi de donner au conflit un statut populaire.

S'en tenir à l'ordre des solidarités conduit en effet à manquer un point essentiel : l'incessant travail mené par les grévistes pour « gagner la rue », pour « faire la démonstration », pour produire la grève en « événement » populaire. Et les apprentissages, ici encore, ne sont pas minces, si l'on veut bien y songer. Il s'agit de rendre présentable la lutte, de savoir en dire et en faire comprendre les termes, d'en produire un récit favorable, et par-dessus le marché d'en maîtriser la circulation. C'est cette histoire que racontent l'innombrables actions dont s'anime le conflit. On peut, pour y voir clair, distinguer trois registres. [CHRONOLOGIE DU MOUVEMENT]

1. Dire la « fierté des travailleurs » et « montrer ce qu'on veut liquider » : le motif ordonne les journées « Portes ouvertes », le 12 février puis le 17, et encore le 23 et le 30 mars. Par petites équipes, les travailleurs ont préparé ces journées, destinées à gagner à la cause la population de La Courneuve et celle de toute la Seine-Saint-Denis. Ils ont briqué les outils et préparé des petites visites guidées au dedans de l'usine, avec, à chaque étape, le récit édifiant du bruit, des machines en mouvement, des richesses qui en sortent et des savoir-faire reconnus qu'elles réclament. Faire connaître et justifier la cause : c'est dans ce sens qu'est tenu un « meeting-débat », occasion d'affermir ; qu'est montée aussi, au sein de la MJC de l'avenue Vaillant-Couturier, une exposition intitulée « Rateau peut et doit vivre ». Initiative de la municipalité courneuvienne, elle documente à la fois l'importance industrielle de l'entreprise et, photos à l'appui, le déroulement du mouvement en cours.

2. Dans le même temps, il s'agit de « descendre » dans la rue. Des « opérations de rue » se mettent en place. Par petits groupes, les grévistes, certains avec femmes et enfants, se postent dans la circulation, aux carrefours voisins de l'usine, puis un peu partout dans la ville. Là, sur fond de banderoles, ils arrêtent les véhicules, remettent des tracts, vendent des bouquets de fleurs, parlent, rient,

applaudissent, font savoir ce qui se passe, mettent en circulation la parole des travailleurs. Et puis des manifestations plus « classiques » sont organisées. Plus considérables, à mesure que dure le conflit. Le rassemblement devant Râteau, qui, fin février, réunit 15 000 personnes, la « marche sur Paris » du 5 mars, l'envahissement de la pelouse d'Auteuil, et surtout le grand cortège qui sillonne les rues de La Courneuve, le 14 mars, et qui affiche 25 000 personnes, en constituent les hauts lieux.



5. Gagner la rue : l'« opération solidarité »

© AM La Courneuve

3. Le souci de communiquer, enfin, ordonne un insistant travail, mené et discuté par les grévistes, de *mise en scène* du conflit. Les « dossiers

de presse » remis à chaque rédaction, l'invitation régulière de journalistes au sein de l'usine, auxquels les grévistes racontent l'ordinaire de Rateau, l'indignation du silence prolongé de l'ORTF, et l'occupation de ses locaux, l'insistante réclamation d'un débat télévisé, qui, soutenue par Jack Ralite, député communiste de Seine-Saint-Denis, finira par porter ses fruits, attestent ensemble l'attachement des grévistes à se rendre maître des représentations de la grève et de ceux qui la conduisent. Cet accès aux médias est d'importance. Il ne consiste pas seulement à « révéler au pays la vérité sur Rateau ». Apprendre à déléguer la parole publique, à se construire un discours efficace, à se doter d'arguments présentables familiarise les travailleurs avec les nouveaux modes de gouvernement à distance, ceux par lesquels se négocient désormais la signification, l'importance et, parfois, l'issue des conflits sociaux. L'obsessif suivi des opérations médiatiques suffit à convaincre de l'attachement des grévistes à ce travail. À parcourir le petit « journal de bord » de la grève, on est frappé par la comptabilité détaillée des articles consacrés au conflit et du nombre de lignes qu'ils occupent. Par le soin mis aux revues de presse, lues en assemblées. Par le relevé minutieux des erreurs qui circulent dans la presse, et par l'application à les rectifier.



6. « Un débat télévisé s'impose ». Affiche du PCF
© AM La Courneuve

< De la grève comme lieu d'éducation populaire... >

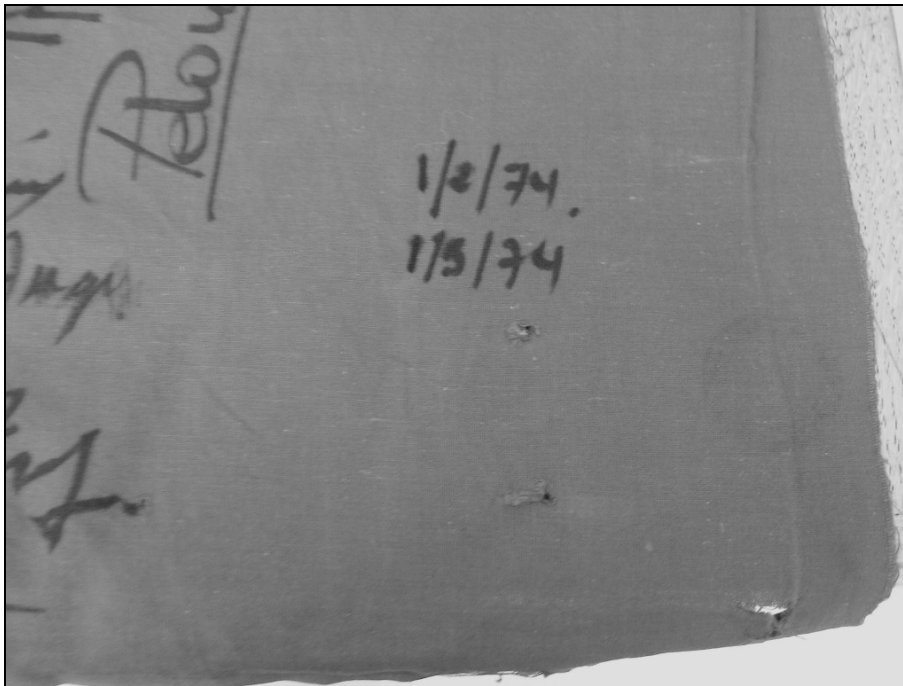
2 mai. Un autre jeudi.

Aujourd'hui, c'est jour de reprise. Deux jours plus tôt, le conflit s'est achevé. L'issue est victorieuse. Après plusieurs réunions de négociation au ministère du Travail, la direction a consenti à transiger. Le « plan » est retiré. Les licenciements abandonnés. À l'entrée de l'usine, ce matin, « ceux de chez Rateau » sont accueillis par une haie d'honneur, où se tiennent quelques personnalités nationales, comme Krasucki. L'entrée est triomphale. La petite grille, dépouillée déjà des marques de l'occupation, est franchie au son des applaudissements et d'un slogan qui en dit long : « Les Rateau ont gagné grâce à tous les travailleurs ». Et puis, le travail reprend ses droits dans l'usine. Pas de doute : c'est jour de reprise. S'ouvre le temps des remerciements et des souvenirs de lutte. Plus tard viendra celui de la mise en mémoire collective. La grève des « Rateau » a dû laisser des traces vives dans

les existences et dans la structuration des trajectoires de vie. Comment savoir ? Il faudrait s'efforcer d'en restituer l'emprise mémorielle avec soin, comme l'a fait Boris Gobille pour un autre conflit, à Ivry.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que, sous la grandeur des mots d'ordre syndicaux, dont l'ombre ne trompe que ceux qui y regarde à la va-vite, la grève a ouvert un contexte singulier, où s'est insinué de l'éducation populaire. « Ceux de chez Rateau » ont dû apprendre à maîtriser des techniques nouvelles. De la confection de tracts à l'occupation de l'usine. Indissociable, dans cette histoire qui prend l'infiniment humain pour échelle, est le façonnement d'une nouvelle façon de voir. C'est une erreur, en effet, d'imaginer que ces hommes et ces femmes ont adhéré à un programme imposé à eux de l'extérieur. Quelle que soit l'emprise syndicale ici, il leur a fallu se forger un avis, s'inventer un engagement, le barder de certitudes et apprendre à l'habiter, faire l'expérience de l'audace, de l'enthousiasme collectif, cultiver une capacité à refuser l'ordre des choses, à le contester, à prendre en main aussi l'émergence d'autres mondes possibles. Bref, c'est toute une grammaire de *savoir-faire* et de *savoir-être*, disponible à toutes les reconversions ultérieures, qui s'est inventée dans la grève. Une façon de se construire, en somme. Dont les signatures apposées sur le calicot rouge qui, après avoir accompagné toute la lutte, est offert à la municipalité de La Courneuve par les travailleurs, en portent bien le témoignage.

C'était il y a trente-cinq ans tout juste...



7. Détail du calicot signé
© AM La Courneuve

Note.— Les clichés reproduits ici, hormis le premier, sont tirés des planches-contacts déposées aux Archives municipales de La Courneuve. En l'état, ils sont anonymes. Certains proviennent peut-être de reportages de presse des correspondants de *L'Humanité*. Chose que je n'ai pas vérifiée. Le lecteur soucieux d'exactitude pourra toujours se reporter à l'immense fonds photographique (35 000 clichés environ) déposé aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis à Bobigny (fonds 35 Fi). J'en profite pour remercier Laurent Magné, responsable des Archives municipales de La Courneuve, pour son accueil diligent.

< Pour aller plus loin >

Références :

– **Archives municipales de La Courneuve*** : « 1974. Conflit Rateau », cartons W 1753 à W 1763.

* **Service des Archives Municipales de La Courneuve**
Hôtel de Ville

59 rue du Général Schramm
93120 La Courneuve
01.49.92.62.78

Sur l'histoire de Rateau :

– **Hervé Delouche, Rateau. Histoire d'une entreprise, s.l., 1994.**

Sur l'histoire sociale et politique de la grève, des formes de l'« insubordination ouvrière » et des façons de les faire parler, voir surtout, dans une longue liste :

- **Yvette Delsaut, « Éphémère 68. À propos de Reprise de Hervé Le Roux », Actes de la recherche en sciences sociales, juin 2005, p. 62-95.**
- **Boris Gobille, « La mémoire à demi-mots. Analyse d'une commémoration impossible », Genèses, septembre 1997, p. 95-110.**
- **Stéphane Sirot, La Grève en France. Une histoire sociale, XIX^e-XX^e siècle, Paris, Odile Jacob, 2002.**
- **Xavier Vigna, L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.**

Signalons aussi, pour éclairer le contexte et les formes de la lutte, d'une impressionnante série de photos magnifiques, l'exposition en cours jusqu'en juin 2009 aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (à Bobigny) :

– **Mai 68. Instantanés d'Humanités. Catalogue de l'exposition. Conseil général de la Seine-Saint-Denis, 2008.**

Pour comparer, sur les logiques sociales qui animent la production d'un « événement » d'opinion (en l'occurrence la manifestation, mais la chose pourrait fort bien s'étudier sous cet angle pour une grève avec occupation d'usine) :

- **Patrick Champagne, « La manifestation. La production de l'événement politique », Actes de la recherche en sciences sociales, juin 1984, p. 18-41.**
- **Louis Marin, « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession », De la représentation, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1994, p. 46-61.**

Un peu en marge, enfin, mais stimulant à souhait

- **Philippe Artières, « Banderoles », Rêves d'histoire. Pour une histoire de l'ordinaire, Paris, Les Prairies ordinaires, 2006, p. 65-68.**
- **Dominique Memmi (dir.), « Le corps protestataire », Sociétés contemporaines, juillet 1998.**